

d'abord accusé les intermédiaires des circuits de distribution. *“La production est suffisante mais quelqu'un empile des sacs quelque part pour faire grimper les prix”*, a-t-il affirmé à maintes reprises lors de ses points de presse. *“Il sait le volume que représentent 210 000 tonnes empilées? Quelqu'un a la place de stocker cela? Non mais ça va pas!”* s'esclaffe Takka (le prénom a été modifié), riziculteur du département de Yamagata.

De fait, une étude plus approfondie du ministère a démenti les dires du ministre. Alors? *“C'est simple: il n'y a pas assez de riz, point barre”*, répond tout de go Nobuhiro Suzuki, spécialiste d'agronomie de l'Université de Tokyo. *“C'est à cause du gouvernement. Face à une demande en baisse, il a appliqué à partir des années 1970 et jusqu'à 2017 une politique de réduction de la production de riz. Il a dit aux agriculteurs, arrêtez le riz. Et c'est allé trop loin. Désormais, la récolte est insuffisante.”*

Officiellement, cette politique de contrôle de l'offre n'est plus en vigueur depuis 2018. *“Les agriculteurs peuvent produire les quantités de riz qu'ils veulent, ils sont libres”*, affirme le ministre Eto. Mais en réalité, les paysans continuent de recevoir chaque année des notices avec des estimations de production (et non plus “objectifs de production”) qu'ils interprètent comme des consignes, craignant des pénalités en cas de dépassement, selon Takka. Et de déplorer *“ces calculs de technocrates derrière un bureau, jamais sur le terrain”*.

Orgueil mal placé

“C'est un contrôle de l'offre de facto, qu'il faut arrêter tout de suite”, juge Masaaki Okuhara, un ex-haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, désormais très critique. *“De plus, on ne fait pas remonter d'un coup la production d'une année sur l'autre en cas de besoin. Il n'y a plus assez de surfaces de culture de riz. Ce sont de nombreuses petites exploitations tenues par des personnes dont la moyenne d'âge est de 69 ans”*, précise le professeur Suzuki.

Et la riziculture ne rapporte pas: selon la plus récente étude gouvernementale portant sur 2023, le salaire d'un riziculteur, ce

qui lui reste en poche une fois payés ses frais divers, équivalait à 100 yens (60 centimes d'euros) par heure travaillée. *“C'était pire, 10 yens, en 2022. Décourageant. Les jeunes n'embrassent pas la profession. Si le riz est jugé cher par les consommateurs, c'est parce que les revenus de ces derniers ont aussi stagné depuis des décennies. Mais en réalité, le prix du riz devrait être plus élevé afin que les cultivateurs en vivent.”*

Pour l'expert Nobuhiro Suzuki, rejoint par Takka et d'autres spécialistes, le gouvernement commet une double erreur par orgueil mal placé: *“Il ne veut pas du tout reconnaître que la production est devenue insuffisante parce que ce serait admettre qu'il s'est politiquement trompé depuis des décennies. Mais à s'entêter et continuer ainsi, le problème ne sera pas résolu, au contraire, il va s'aggraver parce que c'est désormais structurel et ce n'est pas la mise sur le marché des réserves étatiques qui vont combler le manque.”* Et ce, même si le gouvernement va continuer d'en livrer au moins jusqu'en juillet. Et pour cause: il lui faudra reconstituer rapidement les stocks ensuite afin de ne pas être pris au dépourvu en cas de force majeure, séisme ou autre catastrophe. C'est un jeu à somme nulle. *“Et ce sera pareil ou pire l'an prochain”*, s'énerve Takka.

Livraisons hors du pays

Le paradoxe ne s'arrête pas là: le Japon se réjouit d'un “washoku boom”, engouement international pour la gastronomie japonaise. Avec près de 37 millions de visiteurs étrangers par an, la demande augmente en interne, et le pays exporte en plus d'avantage de riz, y compris vers les États-Unis, qui le taxent désormais durement. Le tout en encourageant ce mouvement avec des subventions aux exploitants. *“Il faut arrêter cela tout de suite”*, enrage le professeur Suzuki.

Interrogé sur cette possibilité de suspendre un temps les livraisons hors du Japon, le secrétaire général du cabinet du Japon, Yoshimasa Hayashi, attend qu'un fonctionnaire lui rédige et tende une note, puis la lit à haute voix: *“Une telle option n'est pas à l'étude.”*

© Libération

L'Administration Trump patine dans le borbier ukrainien

Ukraine Alors que les discussions pour aboutir à un cessez-le-feu sont dans l'impasse, les États-Unis soufflent le chaud et le froid.

Les hauts responsables de l'administration de Donald Trump ont envoyé des signaux contradictoires vendredi sur les perspectives d'un cessez-le-feu en Ukraine. En déplacement à Rome, le vice-président américain JD Vance s'est dit “optimiste” sur l'état d'avancement de négociations en cours visant à mettre fin au conflit en Ukraine, en marge d'une rencontre avec la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni.

Des propos qui tranchent avec le pessimisme du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, qui a pour sa part menacé de “passer à autre chose” si les États-Unis venaient à établir que la paix “n'est pas possible”. *“Les États-Unis ont d'autres priorités”*, a-t-il averti au moment de quitter la France, où il a pris part jeudi à une série de réunions organisées avec les Ukrainiens et les Européens. Les participants à ces discussions ont convenu de se retrouver la semaine prochaine à Londres pour une nouvelle rencontre.

Fin de la trêve que les infrastructures énergétiques

De son côté, le Kremlin a dit considérer comme ayant “expiré” le moratoire sur les frappes contre les sites énergétiques, annoncé en mars pour 30 jours, brouillant plus encore la direction que prend le cessez-le-feu voulu par Donald Trump. La Maison-Blanche s'était félicitée en mars d'avoir obtenu, séparément, l'accord des deux belligérants pour un arrêt des attaques sur les infrastructures énergétiques du camp adverse. Environ un mois plus tard, ce “deal” aux contours déjà très flous est donc remis au placard par le Kremlin, alors que Donald Trump affiche une rhétorique de plus en plus calquée sur celle de Moscou, faisant craindre à Kiev la fin du précieux soutien militaire américain.

Dans le même temps, de nouvelles frappes russes nocturnes ont fait au moins deux morts et une centaine blessés dans les villes de Kharkiv et de Soumy, selon les autorités ukrainiennes.

Vendredi, l'Ukraine a imposé des sanctions à trois entreprises chinoises, sans en détailler les raisons. Mais ces mesures interviennent après que le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait accusé, la veille, la Chine de fournir des armes à la Russie et de l'aider à en produire. Une accusation rejetée vendredi par Pékin.

En parallèle, Américains et Ukrainiens ont signé jeudi un “mémoire d'intention”, première étape visant à conclure un accord complexe sur l'accès aux ressources naturelles et aux minerais stratégiques de l'Ukraine. Le mémoire publié vendredi précise que le Premier ministre ukrainien Denys Shmygal se rendra la semaine prochaine à Washington pour des négociations et assure qu'Américains et Ukrainiens cherchent à conclure leurs discussions sur cet accord d'ici au 26 avril. (AFP)

“Les États-Unis ont d'autres priorités”

Marco Rubio

Alors que Donald Trump avait promis de régler rapidement le conflit en Ukraine, le secrétaire d'État américain semble rattrapé par le principe de réalité, laissant entendre que son patron – de plus en plus aligné sur la rhétorique russe – pourrait se lasser rapidement s'il ne voit pas ses efforts couronnés de succès.

Épingle

Le riz et les droits de douane

Inflation. Les prix à la consommation au Japon ont augmenté de 3,2% par rapport à l'an dernier. Cette hausse a été enregistrée avant l'imposition des droits de douane américains, qui pourraient encore aggraver l'inflation. Les seules denrées alimentaires ont augmenté de 7,4% par rapport à mars 2024. Le prix du riz enregistre une hausse record de 92,1%, la poussée la plus importante depuis 1971. Il vient d'augmenter pour la 15^e semaine consécutive.

Riz américain. Paradoxe: le riz américain qu'importe le Japon restait moins cher que son équivalent japonais, du moins jusqu'au déclenchement de la guerre commerciale par Donald Trump. Certaines chaînes de supermarchés ou restauration vendent désormais des mélanges de riz nippon et d'importation afin de contenir la hausse des prix. Le Japon limite les importations de riz destiné à la consommation à 100 000 tonnes par an, soit environ 1% de la consommation locale. Ce plafond a été atteint au cours de l'année fiscale écoulée pour la première fois en sept ans. Le riz américain a représenté environ 60% de ces importations. Le gouvernement pourrait revoir cette restriction si le riz devient un levier dans les négociations tarifaires avec les États-Unis. Donald Trump affirme que les droits de douane appliqués par le Japon sur la céréale sont de 700%, taux que contestent les autorités japonaises. Le sujet est délicat pour le premier ministre Shigeru Ishiba, qui doit veiller à ne pas mécontenter les agriculteurs, base électorale de son Parti libéral démocrate, à la veille d'élections sénatoriales qui auront lieu en juillet. **A.Lo.**